

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50 F

MERCREDI 15 JUIN 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX :

EDITORIAL ELECTIONS EN ESPAGNE VERS UNE NOUVELLE FACON D'OP- PRIMER ET D'EXPLOITER

Les élections se déroulent en ce moment même en Espagne couronnant ainsi la politique engagée à la mort de Franco par son successeur Juan Carlos.

Il faut évidemment attendre les résultats pour savoir comment vont se répartir les voix des électeurs. En particulier, il sera intéressant de savoir quel pourcentage de travailleurs voteront pour le PC, le PS et les tendances d'extrême-gauche en Pays Basque.

Ces élections marquent donc un nouveau pas dans la voie de l'euro-péanisation de la vie politique en Espagne. La bourgeoisie espagnole, du vivant même de Franco, aspirait à infléchir la politique de la dictature dans un sens plus démocratique. Et cette aspiration n'a fait que se manifester plus ouvertement avec la venue de Juan Carlos au pouvoir.

Une politique de mise en liberté surveillée du peuple espagnol commençait. Certaines mesures de libéralisation étaient prises. Les partis d'opposition retrouvaient le droit d'exister légalement - notamment ce fut le cas pour le Parti communiste espagnol malgré quelques réticences de l'armée. Certains prisonniers politiques étaient mis en liberté - tel Camacho le leader des commissions ouvrières. La "Pasionaria" quittait Moscou où elle vivait depuis quarante ans pour entrer en Espagne avec la bénédiction du pouvoir.

La bourgeoisie espagnole après des dizaines d'années de dictature franquiste, se trouve face à une classe ouvrière qui a pansé ses blessures de la guerre civile de 36 et qui est numériquement plus forte que par le passé.

Cela oblige à revoir l'ancienne politique franquiste, et à tenter de mettre en place en Espagne des institutions parlementaires identiques à celles qui existent dans les grands pays d'Europe : France, Grande-Bretagne, etc...

Mais la bourgeoisie le fait avec énormément de prudence. Car elle doit manœuvrer entre la classe ouvrière - posant une combativité et des organisations relativement importantes - et une vieille garde franquiste qui est très forte dans l'appareil d'état notamment dans l'armée. La bourgeoisie sait en effet qu'elle ne peut ni provoquer un mé-

(suite en page 2)

FRANCE LES DÉMÊLÉS DE LA DROITE

L'ouverture du débat à l'Assemblée Nationale sur le projet d'élection du parlement européen au suffrage universel, va-t-elle mettre un terme à la vive polémique engagée entre le gouvernement Giscard, et Chirac ? L'évolution de ces dernières 24 H tend à prouver le contraire.

Jusqu'à l'ouverture du débat le mardi 14 juin, chacune des tendances de la droite a réaffirmé ses positions.

Lors d'un congrès extraordinaire réuni le dimanche 12 juin, Chirac faisait confirmer sa décision de présenter une motion d'ajournement de ce débat par le R.P.R.

Giscard de son côté ne voulant pas perdre tout crédit, en particulier, face aux dirigeants européens, est décidé à maintenir ce débat, sans amendement. Avant l'ouverture de la séance parlementaire, il convoquait d'ailleurs un conseil des ministres extraordinaire, sans nul doute pour autoriser le

premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement sur ce texte. En employant une telle procédure exceptionnelle, Giscard se donnerait les moyens de faire adopter le texte sur le parlement européen sans vote. En effet le RPR ne semble pas prêt à déposer une motion de censure et par là même à prendre la responsabilité d'une crise amenant des élections législatives anticipées.

Mais en fait à l'heure où nous écrivons, nous ne pouvons dire jusqu'où la polémique engagée conduira les protagonistes giscardiens et gaullistes.

Car s'il est clair que Chirac se sert de tous les prétextes pour apparaître comme le grand leader, pur et dur, de la droite, il n'est pas certain que dans une ambiance de crise économique et de préélection fébrile, lui, ainsi que Giscard, ne soient contraints à aller plus loin qu'ils ne le voulaient dans la voie de la rupture.

GUADELOUPE

GREVE CHEZ UN PATRON DE COMBAT AUDEBERT

Depuis le vendredi 10 juin le personnel des Chantiers Audebert a commencé un mouvement en vue d'obtenir satisfaction à leurs revendications, entre autres la fixation de la valeur du point à 14 F, l'attribution d'une prime de vacances égale à un demi-mois de salaire et d'une prime de transport de 150,00 F par mois.

La tactique retenue est celle pratiquée par la CGTG dans toutes entreprises où elle est majoritaire, à savoir des grèves limitées et à répétition.

Jusqu'à l'heure où nous écrivons, M. Audebert refuse de donner satisfaction aux travailleurs. Son attitude est à rapprocher de la déclaration qu'il a faite à la presse et à la radio au lendemain de la conférence du patronat guadeloupéen.

En effet, pour Audebert et Cie, la plupart des grèves qui se déroulent en Guadeloupe visent surtout à mettre les entreprises en difficulté, pour les faire disparaître. Ce sont des grèves politiques comme celles qui se déroulent en

(suite en page 2)

ABONNEZ-VOUS

AU MENSUEL COMBAT OUVRIER !

MARTINIQUE

GRÈVE A LA SIMAR

Les employés de la SIMAR, société immobilière de la Martinique sont en grève depuis le 9 juin pour que satisfaction soit donnée à leurs revendications : mensualisation du personnel, prime de transport, remplacement du personnel en congé, paiement intégral du salaire au personnel en congé de maladie.

Les grévistes ont défilé lundi 13 à Fort-de-France pour exiger l'ouverture des négociations à la Dillon.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
5^{ème} supplément au mensuel N° 75

suite

contentement important de la classe ouvrière, ni se passer de l'armée et ceux qui la dirigent. Car ils sont ceux-ci les ultimes remparts contre les premiers.

Une telle politique de louvoiement menée par le premier ministre Suarez, n'est en grande partie possible que grâce à la complicité ou l'accord tacite des forces de gauche. Celles-ci essentiellement les PC et PS, n'entendent gêner en rien le processus "démocratique" entamé timidement par Juan Carlos et Suarez.

Ces partis cautionnent la politique du gouvernement Suarez et endorment la méfiance des travailleurs devant les manœuvres du pouvoir. Ils font croire à ceux-ci que la démocratisation, la liberté, l'amélioration de leur sort ne dépend que de la bonne marche d'une démocratie parlementaire en Espagne.

Le résultat de ces élections dira dans quelle mesure une fraction importante de la classe ouvrière partage de telles illusions et en faisant confiance à quel parti.

Mais quel que soit ce résultat, on peut déjà être certain qu'en Espagne comme ailleurs, des élections ne résolvent aucun problème. Les travailleurs auront, sur le terrain qui est le leur, à se battre et à imposer leurs revendications par d'autres revendications que le recours aux urnes. Tout comme ils devront faire face à d'autres forces que celles de la droite électorale, en particulier, ils auront dans l'avenir à s'opposer aux tentatives de répression d'une armée qui ne se résoud que du bout des lèvres à voir rétablir quelques "bouts" de libertés démocratiques.

LIBRAIRIE - PAPETERIE

en grève

CEUX QUI CRIENT LE PLUS FORT

La plupart des commerçants ont décidé d'organiser une journée "porte fermée", le mercredi 14. Certains même ont baissé leur rideau dès le lundi, c'est le cas des libraires papetiers. Ils veulent ainsi protester contre un arrêté de la direction des prix, déjà appliqué aux revendeurs de matériaux de construction et qui doit être bientôt généralisé à presque toutes les branches du commerce, l'habillement, la chaussure, la librairie.

Cet arrêté devrait réduire de 24 à 40% la marge autorisée des commerçants. La direction des prix entend ainsi mettre fin aux abus de certains commerçants qui augmentaient les prix à leur guise en faisant des bénéfices considérables sur le dos des consommateurs.

Mais tous les commerçants ne sont pas logés à la même enseigne. Des petits détaillants qui auront effectivement du mal à joindre les deux bouts avec cette réduction de leur marge bénéficiaire, au aux gros commerçants du genre de Jean-Charles qui emploient et exploitent des dizaines d'employés, il y a une énorme différence. Or ceux qui crient le plus fort aujourd'hui contre la mesure prise par la direction des prix, sont justement les plus gros, ceux qui visiblement font de bonnes affaires. Il faut croire qu'en ameutant ainsi le public et en mettant dans le bain les petits commerçants, ils veulent se camoufler derrière ces derniers pour mieux défendre leurs propres intérêts en les utilisant en quelque sorte comme masse de manœuvre dans le conflit qui les oppose au ministre des finances.

guadeloupe

CONFERENCE DE PRESSE

DU P.C.G.

Lundi 13, Mr Maxime Gremetz, membre du bureau politique du PCF, délégué de son parti à la fête de l'Étincelle a tenu une conférence de presse à Pointe à Pitre.

Après avoir brossé un tableau de la situation économique et sociale de crise en France, il a présenté les grandes lignes du programme commun de la gauche et de sa "réactualisation".

Le PCF propose le relèvement du SMIC à 2200F pour 40H, la revalorisation de 50% des allocations familiales, la résorption du chômage avec baisse de la durée du travail, la participation de la population aux affaires du pays, en premier lieu dans les entreprises etc...

En ce qui concerne les départements et territoires d'outre-mer, Mr Gremetz a affirmé que "les peuples de ces pays seraient appelés à choisir le statut qu'ils désirent" et il a réaffirmé le droit à l'autodétermination.

Une assemblée représentative, élue au suffrage universel élaborera un nouveau statut qui permettra à ces peuples de gérer eux mêmes leurs propres affaires".

Le PCF et le PCG appelleront les travailleurs à voter pour ce programme. Mais quelle confiance peuvent-ils faire à un parti, le PCF qui associé au pouvoir dans le passé s'est contenté de gérer les affaires de la bourgeoisie? Cela d'autant plus que si même l'autonomie devait constituer un réel changement, le PCF reste muet sur les conditions dans lesquelles cette autonomie aurait lieu. Comment en effet un changement réel pourrait-il intervenir dans un pays encadré, quadrillé de forces de répression coloniales?

Le PCF a beau jeu de parler d'autodétermination. Le peuple guadeloupéen et martiniquais pourraient difficilement dire ce qu'il veut alors que tous les moyens d'expression importants sont aux mains des colonialistes et le resteront sans doute même si la gauche venait à gouverner demain en France.

Pas plus Marchais que Mitterrand ne se sont engagés à retirer des colonies les forces de répression coloniales.

Les partis communistes n'iront pas plus loin que ce que veulent Mitterrand, les socialistes et la bourgeoisie française, c'est à dire le maintien des colonies dans l'"ensemble français". M. Gremetz peut toujours tenir un langage légèrement radical, mais les propos de Jalton il y a quelques jours aux Abymes lors du congrès du MSG résume tout à fait les positions de l'Union de la Gauche. Ce dernier affirmait sans ambages la volonté des socialistes de voir les Antilles maintenues dans l'ensemble français, et qu'il ne se serait pas question de faire campagne pour l'autonomie. Et Jalton ne faisait que transmettre la position de Mitterrand.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de tels hommes et de leur programme. Ils ne doivent compter que sur leurs luttes dès à présent, à la fois pour améliorer leurs conditions d'existence mais aussi pour se débarrasser du pouvoir colonial qui les opprime.

sainte-anne (GPE)

FÊTE DE L'ÉTINCELLE

Le samedi 11 et le dimanche 12 juin, à Sainte-Anne, les militants et sympathisants du Parti Communiste Guadeloupéen célébraient le 33ème anniversaire de leur journal l'"Étincelle".

Pendant ces deux jours une foule nombreuse composée de travailleurs, de jeunes a visité les nombreux stands de la plage des Galbes à Ste Anne, et cela comme elle le fait chaque année. Cependant la fête de 1977 présentait un caractère beaucoup plus politique que les années précédentes. En effet deux forums ont été organisés, l'un sur l'autonomie, l'autre sur les libertés., au cours desquels - chose oh! combien rare pour le PCG- la parole fut donnée à la foule.

De plus dans presque tous les stands des panneaux avaient été dressés, expliquant aux visiteurs les positions du PCG sur l'avenir politique de la Guadeloupe, sur ses positions vis à vis des partisans de l'indépendance qui ne sont plus considérés comme des ennemis (sous certaines conditions bien sûr) sur l'avenir économique, etc...Un seul stand, celui de la CGTG fut consacré aux luttes des travailleurs au cours de ces derniers mois.

Est-ce à dire que le PCG a décidé d'expliquer plus amplement ses positions sur l'avenir de la Guadeloupe? En fait

cet effort de politisation, ce regain d'énergie de la direction du PCG est à rapprocher des échéances électorales à venir. A savoir les élections législatives de mars 1978 et la perspective de l'arrivée au pouvoir de la gauche avec Mitterrand et le parti communiste français. Un membre du comité central du PCF était d'ailleurs présent à la tribune, il devait prendre la parole pour parler de la décolonisation et de l'autodétermination vues par le PCF.

GREVE chez Audebert

(suite)

France (Audebert dixit) . Il ne vient pas à l'esprit de ce personnage arrogant que les salaires que perçoivent les travailleurs sont trop minimes et ne leur permettent pas de subvenir à leurs besoins les plus essentiels, vue la hausse effrénée des prix de toutes les marchandises. Non, pour ces exploiters, les travailleurs doivent tout accepter sans la moindre contestation. A vrai dire, c'est l'esclavage que Audebert et ses semblables voudraient rétablir ici. Le

malheur pour ces messieurs c'est que les travailleurs ne sont nullement disposés à se laisser faire. Organisés et unis ils sauront rabaisser le caquet aux esclavagistes nostalgiques que sont les Audebert et autres exploiters.